



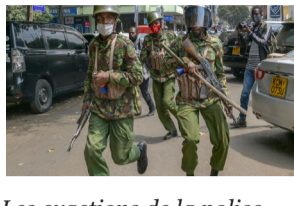
Éditorial : Accusé  
P.2



Une campagne électorale fantomatique  
P.3



Dikhil : Nouvelles protestations contre la mort d'Abdoulkader Obakar Houmed  
P.4



Les exactions de la police et de l'armée sont l'une des principales causes de la poussée de violence extrémiste en Afrique, selon une étude de l'ONU  
P.5



'Sur les réseaux sociaux, une campagne pro-russe tente d'influencer la politique en Afrique  
P.6



Tremblement de terre en Turquie : Un Lourd bilan  
P.7



Récit : Asli et les siens (Suite)  
P.8



## Le tremblement de terre en Turquie a aussi fait des victimes djiboutiennes

Abdallah Kalil

On le sait, de nombreux Djiboutiens résident en Turquie. Ils y résident pour des raisons diverses. Certains y travaillent, en entrepreneurs ou salariés, d'autres s'y trouvent en migrants, d'autres y séjournent pour soins médicaux, d'autres comme étudiants. Il est même des familles qui y résident sans tirer leurs ressources du pays. Les plus nombreux sont les étudiants. Ils fréquentent divers établissements de l'enseignement

supérieur turc, que ce soit dans le secteur public ou privé. Certains sont boursiers du gouvernement turc ou de celui djiboutien, d'autres sont non-boursiers et soutenus par leurs familles.

En Turquie, la communauté djiboutienne vit à Istanbul, la capitale économique, à Ankara, la capitale politique, mais aussi dans d'autres villes du pays où la vie est moins chère et les études financièrement plus abordables.

Alors, lorsqu'un tremblement de terre a touché la Turquie en son sud-est, vers la frontière avec la

Syrie voisine, des Djiboutiens ont malheureusement subi cette catastrophe naturelle, à l'instar d'autres résidents. Il s'agit de jeunes qui poursuivaient leurs études supérieures dans les régions touchées. Pas moins de quatre d'entre eux y ont trouvé la mort. Une mort brutale liée à l'effondrement des immeubles où ils habitaient. Un autre a été blessé.

Les quatre jeunes morts dans le séisme s'appelaient Abdourzak Aden Oubech, Mohamed Ahmed Saïd, Nasser Osman Ahmed et Sahal Abdi Djama. Le blessé se nomme, lui, Mourad Mahamoud

Robleh.

Les corps des quatre jeunes gens n'ont pas été rapatriés à Djibouti par les autorités djiboutiennes. Ils ont été inhumés vendredi 10 février 2023 à Ankara, comme l'a tweeté l'ambassadeur de Djibouti en Turquie, Aden Houssein Abdillahi. Mais pourquoi ce non-rapatriement qui, selon nos informations, a été imposé à leurs familles ?

Nos sincères condoléances à leurs familles comme à leurs proches et prompt rétablissement au jeune blessé■

## EDITORIAL: Accusé

**Mahamoud DJAMA**

**A**ccusation. Le terme n'est point gratifiant. Il désigne du doigt, distingue défavorablement. L'accusé(e) n'est plus comme les autres, car les regards convergent vers lui, interrogateurs. Celles et ceux qui entendent, lisent ou apprennent autrement l'accusation, l'interrogent, s'interrogent sur lui. Tous se demandent si cela est vrai ou pas, si elle ou il est coupable de l'objet de l'accusation. Ce n'est pas une position confortable que celle d'accusé(e). Seule la preuve du contraire, devant quelque juge de paix, qu'il soit de l'ordre judiciaire ou non, fait cesser l'accusation. A moins que l'accusation ne soit trop grosse pour retenir l'attention.

Accusé, tel est le statut actuel du pouvoir en place à Djibouti, plus exactement de son chef Ismail Omar Guelleh (IOG). L'accusation ne vient pas des souffrants djiboutiens, eux le font depuis des années, sans

que l'intéressé ne les prenne au sérieux et n'y réponde autrement que sur le mode de la répression. La présente accusation vient d'autres. Elle est portée par des ressortissants limitrophes. Ce sont des habitants du Somaliland, de la Somalie et d'ailleurs qui l'accusent. Certains sont des personnes de la région Sool-Sanaag-Cayn (SSC) dont la ville sous bombardements de Lasanod est le principal centre urbain. D'autres sont issus d'ailleurs. Les accusateurs diffèrent par le statut social, l'âge, le genre, ou le lieu de résidence, mais ils se rejoignent par le doigt qu'ils pointent vers IOG.

De quoi, alors, Ismail Omar Guelleh est-il accusé ? D'ingérences et de partialité active dans la crise qui secoue SSC. Il est accusé de pousser à la guerre le président somalilandais, Moussa Bihi Abdi, dont il est proche. Il est fortement suspecté de lui fournir armes et autres aides. Bref, il est accusé de porter une part de

responsabilité dans l'effusion de sang à Lasanod.

---

*Pourtant, jusqu'ici, l'intéressé n'a point réagi. Il se mure dans un mutisme assourdissant, alors que le sang coule et qu'il est accusé de participer activement à son effusion.*

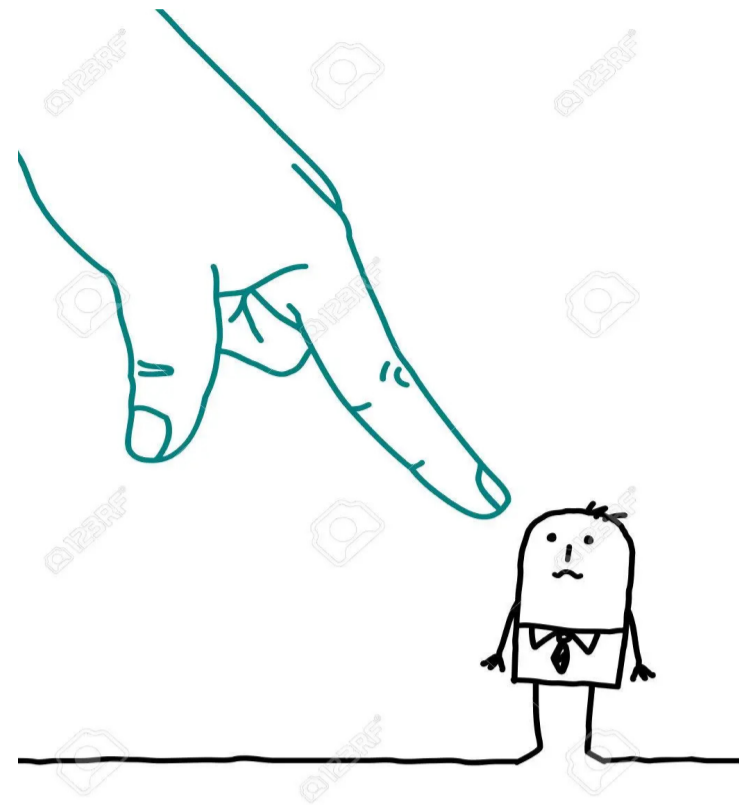
---

C'est une lourde accusation. Insistante aussi. C'est grave. L'accusé ne peut l'ignorer, faire le dos rond, se réfugier dans le silence. C'est le genre d'accusation qui presse de réagir sans délai pour apporter la preuve du contraire, si preuve il y a. Ou d'avouer sa faute et d'en accepter les conséquences. Ne rien faire n'est pas la meilleure option face à pareille accusation.

Pourtant, jusqu'ici, l'intéressé n'a point réagi. Il se mure dans un mutisme assour-

dissant, alors que le sang coule et qu'il est accusé de participer activement à son effusion. C'est là une attitude qui donne du poids à l'accusation. Au fil des jours, celle-ci est confortée par celle-là. Le tweet tardif publié le 13 février 2023 par son ministre des affaires étrangères, le fidèle Mahmoud Ali Youssouf, n'y peut rien.

Alors, fondée ou pas, cette grave accusation ? Ismail Omar Guelleh est-il coupable de ce dont il est accusé avec insistance ? Irrésistiblement, la question se pose. Elle s'impose à l'opinion publique, qu'elle soit djiboutienne, régionale, ou internationale. Aussi les gens attendent-ils des éléments probants de réponse. Ils veulent être fixés sur ce sujet sensible. Il y a urgence pour l'accusé dont l'image surfaite n'est plus ce qu'elle était, et pas seulement dans le monde somali ■



# Une campagne électorale fantomatique



**Ali Adoita**

Les Djiboutiens montrent peu d'intérêt pour ce que le pouvoir appelle élections législatives et l'opposition mascarade électorale et qui est prévu pour le 24 février 2023. La campagne électorale, déclarée ouverte à partir du vendredi 10 janvier à 0 heure par le ministre de l'intérieur, Saïd Nouh Hassan, le montre bien. Elle n'attire pas les foules.

C'est le moins que l'on puisse dire. En dehors de jeunes de la rue et autres clandestins habillés pour la circonstance, les électeurs assistent très peu aux meetings de la mouvance présidentielle qui est perçue à la fois juge et partie du scrutin. La

seule liste non membre officielle de l'union pour la majorité présidentielle (UMP) est celle de la jeune ralliée au régime, Ilaya Ismail Guedi, présidente d'une

---

**La campagne s'apparente donc à ce que les anglophones appellent un one man race dont les résultats sont connus d'avance.**

---

faction du parti Union pour la démocratie et la justice (UDJ). De plus, cette dernière a limité ses candidats aux seules circonscriptions de Djibouti-ville et d'Arta/Wéa.

La campagne s'apparente donc à ce que les anglophones appellent un one man race dont les résultats sont connus d'avance.

Les candidats le savent et ne font même pas l'effort d'articuler un message intelligible. Ils se contentent de quelques mots creux et de petites attaques contre l'opposition qui a tiré les conséquences de l'absence d'une Commission électorale nationale indépendante paritaire (CENI), organe pourtant prévu par l'accord-cadre politique signé par le gouvernement avec les opposants le 30 décembre 2014, en ligne avec la charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

"Dans ma longue vie, je n'ai

jamais vu pareilles élections, elles sont si irréelles...", a confié à l'un de nos reporters un septuagénaire djiboutien qui a été témoin de tant d'événements politiques dans ce pays. Sa formule a le mérite de résumer la situation. A suivre ■

# Dikhil : Nouvelles protestations contre la mort d'Abdoulkader Obakar Houmed



**Mohamed Ibrahim**

**L**undi 30 janvier 2023, un jeune Djiboutien natif de Dikhil-ville, chef-lieu de la région du même nom, Abdoulkader Obakar Houmed, a été retrouvé mort dans sa cellule du commissariat de police de la ville. La nouvelle a choqué les siens comme le reste de la région. De nombreux jeunes ont protesté le jour même à Dikhil-ville contre cette mort aux allures de crime.

*Plus tard, l'autopsie demandée avec insistance par la famille a révélé qu'il s'agit d'une mort sous la torture.*

Plus tard, l'autopsie demandée avec insistance par la famille a révélé qu'il s'agit d'une mort sous la torture. C'est d'ailleurs après cette autopsie que la victime a été enterrée au cimetière du PK12, à la périphérie de Djibouti-ville.

*Selon nos informations, le pouvoir en place a voulu étouffer l'affaire en offrant ce qu'il appelle le prix du sang, soit deux ridicules millions de francs Djibouti.*

Selon nos informations, le pouvoir en place a voulu étouffer l'affaire en offrant ce qu'il appelle le prix du sang, soit deux ridicules millions de francs Djibouti. La

famille aurait rejeté cette offre, exigeant que la justice fasse son travail, en punissant les coupables et en l'indemnisant convenablement.

**En dehors d'un communiqué téléphoné de la prétendue Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) et l'offre discrète de deux millions de francs Djibouti, faite à travers quelques obligés du pouvoir, originaires de la région, rien n'a été fait.**

A nouveau, de nombreux jeunes ont protesté dimanche 12 février 2023 contre ce meurtre et la

légèreté avec laquelle dont il est traité. Ils ont protesté à Dikhil-ville mais aussi ailleurs, à Yoboki par exemple. Cette action de masse a perturbé le trafic routier vers l'Éthiopie qui emprunte le corridor Djibouti-ville-Dikhil-ville-Yoboki-Galafi.

Embarrassé, le régime se réfugie dans le silence sur le meurtre de ce père de quatre enfants. En dehors d'un communiqué téléphoné de la prétendue Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) et l'offre discrète de deux millions de francs Djibouti, faite à travers quelques obligés du pouvoir, originaires de la région, rien n'a été fait. A suivre de très près ■

# Traduit de l'anglais avec Globe and Mail : "Les exactions de la police et de l'armée sont l'une des principales causes de la poussée de violence extrémiste en Afrique, selon une étude de l'ONU"



## Waberi Osman

Les violations des droits humains par les forces armées et de police sont l'un des principaux facteurs qui poussent les Africains vers les groupes extrémistes violents, a conclu une étude de l'Organisation des Nations-Unies après avoir interrogé plus de 1000 anciens combattants jihadistes.

Cette étude du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), a révélé

Il a établi que le nombre de morts liés à des groupes extrémistes a augmenté en Afrique de 48% l'an passé, pendant que le nombre des violences perpétrées par ces mêmes groupes a crû de 22%, atteignant un nouveau record.

que l'Afrique devient le nouvel épiceur mondial de la violence

extrémiste. Alors que les victimes du terrorisme ont diminué au cours des cinq dernières années dans le monde, elles ont plus que doublé dans la même période en Afrique où, d'après l'étude, presque la moitié des morts liés au terrorisme au niveau mondial est actuellement enregistrée.

Un autre rapport, réalisé par le Centre pour les études stratégiques en Afrique, basé à Washington aux États-Unis d'Amérique, a confirmé cette tendance. Il a établi que le nombre de morts

liés à des groupes extrémistes a augmenté en Afrique de 48% l'an passé, pendant que le nombre des violences perpétrées par ces mêmes groupes a crû de 22%, atteignant un nouveau record." (Military and Police Abuses Are a Key Cause of Africa's Surge of Violent Extremism, UN Study Finds) ■

# Traduit de l'anglais avec NPR : "Sur les réseaux sociaux, une campagne pro-russe tente d'influencer la politique en Afrique



Waberi Osman

Près d'une année depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des activistes alignés sur la Russie essaient de propager des messages pro-russes en Afrique en utilisant un réseau coordonné de langue française incluant Facebook, YouTube, Telegram et d'autres canaux en ligne.

Le réseau appelé "Russophère" est connecté à un activiste politique belge d'extrême droite qui était impliqué dans la supervision du référendum contesté soutenu par la Russie en Crimée et au Donbass en 2014, selon des chercheurs de Logically, une compa-

nie qui traque la désinformation déclare

Logically. de comment des campagnes

*tentative de créer une République sécessionniste appelée "République de Détroit"*

en ligne.

L'activiste, Luc Michel, était aussi impliqué dans une tentative de créer une République sécessionniste appelée "République de Détroit" en 2021 aux États-Unis d'Amérique, tentative qui avait attiré peu d'attention mais qui pouvait servir d'ébauche pour les efforts pro-russes visant à influencer la politique américaine,

*Et cela montre comment les réseaux sociaux restent un canal puissant pour répandre des messages pro-russes, même si les grandes plateformes technologiques ont essayé de sévir contre la manipulation et la propagande soutenue par les États".*

C'est le dernier exemple

d'influence connectées à la Russie capitalisent sur les divisions sociales et politiques -une continuation des tactiques que le Kremlin a utilisées lors de l'élection présidentielle américaine de 2016. Et cela montre comment les réseaux sociaux restent un canal puissant pour répandre des messages pro-russes, même si les grandes plateformes technologiques ont essayé de sévir contre la manipulation et la propagande soutenue par les États". (A Pro-Russian Social Media Campaign Is Trying to Influence Politics in Africa) ■

# Tremblement de terre en Turquie : Un Lourd bilan



Waberi Osman

Plus d'une semaine après le séisme dévastateur qui a frappé le sud-est de la Turquie et la région limitrophe de la Syrie, c'était lundi 6 et mardi 7 février 2023, le bilan ne cesse de s'alourdir. Selon les derniers chiffres, le nombre de morts monte à plus de 33179 dont 29605 pour la Turquie et 3574 pour la Syrie. Le tremblement de terre était d'une magnitude de 7,8.

Selon le chef de l'agence humanitaire de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), Martin Griffiths, ce bilan "doublera ou plus". Il a ajouté que "bientôt, les personnes chargées des recherches et des secours laisseront la

place aux agences humanitaires dont le travail consiste, au cours des prochains mois, à s'occuper du nombre extraordinaire de personnes affectées".

*Ce lourd bilan n'apparaît pas sans liens avec la qualité jugée mauvaise de la construction immobilière dans les régions touchées.*

Plusieurs personnes ont été retrouvées vivantes près d'une semaine après la catastrophe. Ainsi, un petit garçon de sept mois, Hamza, a été retrouvé dimanche durant la nuit dans la province d'Antioche. Une fillette de deux

ans, Asya, aussi. Une femme de 70 ans ainsi qu'une mère de 35 ans et sa fille de six ans ont également tirées vivantes des décombres respectivement dans la province de Kahramanmaras et dans celle d'Adiyaman.

Les sauveteurs opèrent dans un froid glacial qui ne leur facilite pas la tâche. Ils sont plus de 32000 nationaux turcs et plus de 8000 secouristes étrangers.

Un point de passage a été ouvert entre la Turquie et l'Arménie pour permettre l'arrivée de l'aide humanitaire. C'est une première depuis 35 ans.

Ce lourd bilan n'apparaît pas sans liens avec la qualité ju-

gée mauvaise de la construction immobilière dans les régions touchées. Il semble que ce soit ce problème qui explique l'effondrement brutal des bâtiments, effondrement qui n'a laissé aucune chance aux résidents.

Les autorités turques ont déjà réagi et lancé une enquête sur la question de la conformité des bâtiments effondrés aux règles de l'art. Selon les médias du pays, une douzaine d'entrepreneurs ont été arrêtés dans le sud du pays. Et ce ne serait qu'un début, apprend-on, ce qui suggère que de nouvelles arrestations seront menées dans ce secteur d'activités ■

# Nos lecteurs ont du talent

Récit : Asli et les siens (Suite)



Asli et Da décident de chercher pour Ad une passerelle vers l'enseignement primaire dit public. Ils trouvent un établissement dans un village perché sur des hauteurs aérées, non loin de Djibouti-ville. Far, le frère cadet d'Asli, vit en famille dans la localité. Avec lui, vivent aussi sa mère Ha et O, le troisième fils de sa sœur aînée. C'est précisément l'école primaire que fréquentent O et le fils aîné de Far, Ab, qui est visée pour Ad. L'établissement est dirigé par

sont même excellents, ce qui fait bonne impression au directeur examinateur. Il est admis en CM1, ce dont il se réjouit.

Il se réjouit moins d'être assis à côté d'une élève. Il est timide, très timide même à l'égard des filles. Alors, de partager le banc de classe avec l'une d'elles le gêne, d'autant que sa camarade, elle, se montre peu réservée. Elle est chaleureuse et redouble d'attention à son endroit. Manifestement, elle ne saisit pas que sa sollicitude ajoute de la gêne à la gêne du jeune mâle.

N'en pouvant plus, Ad en parle à son oncle Far qui attire l'attention du maître sur ce voisinage mal vécu par son neveu. Il est aussitôt déplacé. Cette fois, il tombe sur un voisin peu extraverti. Soulagement. Il retrouve le sourire et le plaisir d'apprendre.

Celle qui est désormais son ex-voisine ne prend pas mal le mouvement, même si elle ne comprend toujours pas le problème. Elle éprouve juste une pointe de déception, car elle aurait bien aimé avoir ce bon élève à sa table-banc.

Bon élève, il l'était à l'école dite Laurent et le demeure. Ses réponses orales aux questions du maître, ses résultats aux exercices écrits d'application et ses

notes aux devoirs d'évaluation sur table ne démentent pas ses performances au test d'entrée. Il s'impose rapidement comme l'un des deux meilleurs de la classe.

L'instituteur ne tarit pas de félicitations à son adresse. Il lui confie qu'il ne s'attendait pas à un tel niveau de la part d'un enfant issu d'une scolarité à peu de moyens. Pourtant, au-delà des moyens qui sont certes un facteur de taille, la réussite tient notablement au talent et à la volonté d'avancer. Combien de brillants collégiens et lycéens

cousin Ab, Ad fait équipe. Il s'autorise à modérer leurs ardeurs d'enfants plutôt turbulents. Il le fait par le verbe et illustre ses conseils par sa conduite personnelle. Patient, il ne porte presque jamais la main sur eux. L'oncle Far l'aide qui le cite souvent en modèle dans le comportement comme dans les apprentissages. "Soyez sages et scintillants comme Ad", leur répète-t-il. Les deux petits n'apprécient pas toujours cette mise sur piédestal, mais ils reconnaissent son mérite et sa modestie. Lui garde sa tête bien froide et ses pieds bien sur terre.

Asli et Da sont fiers de lui et le lui disent à toutes les retrouvailles. L'une et l'autre savent que les doux mots aident, particulièrement les êtres en devenir. Il s'en trouve touché au plus profond et...stimulé. A suivre■

*Pourtant, au-delà des moyens qui sont certes un facteur de taille, la réussite tient notablement au talent et à la volonté d'avancer.*

Arm, un instituteur français. Il cumule cette fonction avec celle de maître de la classe de cours moyen deuxième année (CM2). Il est ce que l'on appelle directeur chargé au ministère local de l'enseignement.

L'inscription tardive dans une école dite publique obéit à plusieurs conditions : places disponibles dans la classe demandée, être colonisé local, avoir le bon âge et réussir un test de niveau. Le dossier d'Ad répond à tous les critères. Ses résultats au test

*Asli et Da sont fiers de lui et le lui disent à toutes les retrouvailles. L'une et l'autre savent que les doux mots aident, particulièrement les êtres en devenir.*

sont-ils passés par ces écoles de colonisés regardées de haut par l'enseignement dit public et obligées de présenter leurs élèves en candidats libres aux examens officiels au lieu de les proposer en candidats comme les autres ? Ils ne sont pas peu nombreux.

Avec son frère cadet O et son